



*EPU de la Guinée-Bissau,  
Mercredi, le 22 Septembre 2010*

*Intervenant : Biro Diawara*

Classée 172<sup>ème</sup> sur les 177 pays couverts par l'indice de développement humain des Nations Unies, la Guinée-Bissau se remet difficilement d'une brève et violente guerre civile qui a pris fin en 1999.

L'acceptation de la majorité des recommandations du rapport de l'EPU démontre la volonté des autorités Bissau-guinéennes de coopérer avec les mécanismes du conseil.

Cependant, cette volonté de coopération doit se traduire sur le terrain à travers des changements qualitatifs et quantitatifs dans tous les secteurs sociaux, économiques et politiques.

Beaucoup d'observateurs s'accordent à dire que les tensions militaro-politiques pourraient relancer un cycle de violence dans ce pays qui reste affecté par la montée de la criminalité organisée, du trafic de drogue et d'armes légères.

Le trafic de drogue et la criminalité transnationale menacent non seulement l'existence de l'Etat Bissau-guinéen, mais aussi la stabilité et la sécurité des pays voisins. C'est pourquoi nous soutenons le cadre stratégique de consolidation de la paix mis sur pied par les Nations Unies pour aider ce pays à sortir de cette situation de crise.

La RADDHO regrette qu'aucune enquête crédible n'ait été engagée à l'encontre des commanditaires des meurtres du Président Bernardo Nino Vieira, de Helder Proença, ancien Ministre de la défense, et de l'assassinat de M. Baciro Dabo, candidat aux dernières élections du 28 juin 2009.

Pour terminer, nous exhortons la Guinée Bissau à prendre de mesures adéquates pour la mise en œuvre de l'ensemble des recommandations de l'EPU qui contribueront au relèvement du pays

Je vous remercie